



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

Synami-CFDT

Syndicat national des métiers de l'insertion

À Avignon,

Le mercredi 12 décembre 2018

DÉCLARATION DU CONSEIL SYNDICAL NATIONAL

Métiers de l'insertion en danger !

L'urgence d'une Concertation Nationale pour la Jeunesse et les Précaires

Le climat social dans le pays a rarement connu un tel niveau de tension et nous condamnons, sans ambiguïté, les violences malheureusement perpétrées. Mais, **ce climat résulte bien de frustrations anciennes, fondées sur une stagnation salariale** imposée par les politiques libérales du patronat et des gouvernements :

Moins de services publics, moins d'humains pour moins de dépenses.

Le Synami partage les revendications exprimées ces dernières semaines sur les questions de salaires. **Dans cette logique purement économique, les citoyen.ne.s ne s'y retrouvent plus.**

La Confédération CFDT, dès le début du conflit, a pourtant proposé de rencontrer le Gouvernement et de s'impliquer dans la gestion de cette crise sociale. Refusant la main tendue des corps intermédiaires, et après trois weekends de troubles et violences, la rencontre avec l'exécutif a enfin eu lieu. **Des mesures sont annoncées aujourd'hui, mais reste à savoir si elles seront suffisantes pour réparer le lien social et rétablir le Pacte républicain.**

Malheureusement, les attaques à l'encontre des **politiques d'accompagnement des jeunes et des précaires** dans ce pays restent **hors des écrans-radars des contestataires, comme du grand public.**

Rappelons que le projet de loi de finances 2019 dépouille toujours les Missions Locales de 8 millions d'euros.

8 millions d'euros qui vont manquer pour lutter contre la pauvreté des jeunes !

De même, la hausse du nombre de contrats pour les structures d'insertion par l'activité économique est bien moins élevée qu'annoncée :

5000 au lieu de 20000 !

Dans cette perspective, on ne peut que douter de la sincérité de la parole gouvernementale. **Ajoutez à cela une Ministre du Travail frappée d'amnésie sur le projet de fusion des ML avec Pôle Emploi qui n'aurait été que le fruit de notre imagination...**

Pire, malgré le mauvais sort que l'on fait subir à nos structures d'insertion, elles résistent encore. Alors, pour les achever, on les met en concurrence sur le marché des appels d'offres du PIC ou du FSE. **Après avoir voulu faire disparaître les Maisons de l'Emploi, n'est-ce pas une nouvelle bataille idéologique qui est à l'œuvre pour affaiblir voire faire disparaître les Missions locales et Ateliers et Chantiers d'Insertion ?**

Le « business » du social est en marche : De grosses machines contre les petites associations locales oeuvrant sur un territoire correspondant aux besoins de leur public. De nombreux collègues d'ACI connaissent, en effet, des reprises de leurs structures par de grands groupes. Ce qui génère des transformations en profondeur de leur travail. Les projets d'insertion sont réduits à la portion congrue au profit d'une productivité accrue, et les DIRECCTE restent muettes sur le sujet.

La mise en œuvre de la Garantie Jeunes par des organismes privés y compris issus de l'Economie Sociale et Solidaire n'est pas une chimère mais bien une proposition réelle écrite dans le rapport Borello.

Enfin nous sommes très méfiants vis-à-vis d'un Conseil de l'Inclusion dans l'Emploi. Présenté comme un organe d'actions (comme si avant lui, il n'y en avait pas eu) composé de personnalités qualifiées, il exclut partenaires sociaux et représentants locaux des politiques publiques d'insertion. **Les notions de territorialité, dialogue social, partenariat, coopération ont disparu du vocabulaire institutionnel.**

Nous demandons aux pouvoirs publics de **redonner leurs lettres de noblesse à nos missions d'accompagnement global** en reconnaissant le rôle majeur que jouent les ML, ACI, MdE, PLIE... pour la cohésion sociale dans ce pays déjà si fracturé.

Il faut aussi amener les élus locaux à **co-construire des solutions d'inclusion au plus près de leurs territoires avec les structures présentes, à penser aussi les mobilités de demain et la sécurisation des parcours des plus éloignés de l'emploi.**

A ce titre, la manière dont les **Maisons de l'Emploi rebondissent** actuellement est exemplaire. Considérées comme mortes il y a encore quelques mois – et beaucoup ont disparu – les Conseils d'Administration des survivantes ont **pris le parti de revenir à des logiques de proximités territoriales en se libérant des injonctions d'Etat.**

Au final, le Projet de Loi de Finances 2019 qui n'avait pas programmé de subventions pour ces structures a vu, coup sur coup, fleurir des amendements proposant de passer de 0 à 5 millions d'euros puis de 5 à 10 millions d'euros ! **Nous considérons que la peur de l'Etat, de ne plus être là où les choses se font, a incité des députés à agir.**

Qualité des propositions d'accompagnement des structures, lobby politique bien senti, reconnaissance du travail des salariés, démonstration d'indépendance sont donc les ingrédients qui permettent d'être respectés. **Il y a sûrement ici un exemple à suivre...**

Notre syndicat n'est pas qu'un lanceur d'alerte. C'est l'identité même de nos métiers qui est atteinte. **Notre revendication pour 2019 : exiger une Concertation Nationale pour la Jeunesse et les Précaires.**

Le Conseil Syndical National